« Toute personne a droit à l'éducation »

l'enseignement planétaire

PRINTEMPS 2004, N° 3

De la Grande Leçon au Grand Lobby

La Campagne mondiale pour l'éducation bat son plein

Le 9 avril 2003, plus de deux millions d'enfants et d'adultes dans au-delà de 70 pays ont uni leurs forces pour appuyer « La plus grande leçon du monde » organisée par la Campagne mondiale pour l'éducation (CME). Dans des salles de classe, des centres ruraux et des capitales de par le monde, des élèves ont pris part à la même leçon et ont appris pourquoi 100 millions d'enfants, principalement des filles, ne vont pas à l'école et comment cette situation compromettra leur avenir.

Terry Price, présidente de la Fédération canadienne des enseignantes et des enseignants, a tenu ces propos :

« Le Livre Guinness des records a déclaré que l'événement de la CME de l'an dernier a été la "plus grande leçon du monde". Vous méritez toutes mes félicitations! Merci d'avoir fait participer votre classe à cette merveilleuse initiative. Continuez votre beau travail. »

La Semaine mondiale d'action 2004 de la Campagne mondiale pour l'éducation se déroulera du 19 au 25 avril et visera à exercer des pressions sur les hommes et les femmes politiques pour qu'ils œuvrent en faveur de l'éducation universelle en y investissant plus d'argent et en mettant à profit leur leadership. À cette fin, la CME s'affaire à organiser le Grand Lobby *pour les enfants, par les enfants*. Ce lobby permettra à des millions d'enfants de revendiquer leur droit à une éducation gratuite et de qualité et de demander aux autorités politiques ce qu'elles entendent faire pour que ce droit devienne une réalité.

La préparation du Lobby national, prévu pour le 20 avril, est bien amorcée. Dans de nombreux pays, des élèves se rendront à leur parlement ou leur assemblée législative afin de ren-

suite à la page 2

L'ENSEIGNEMENT PLANÉTAIRE

Engager nos futurs citoyens et citoyennes à se soucier de leurs pairs dans les pays en développement est un pas assuré vers « L'éducation pour tous et toutes ».

La FCE et Oxfam vous prient instamment d'envoyer une lettre à la députée ou au député de votre région au profit de tous les enfants du monde, préconisant « l'éducation en tant que droit fondamental ». Si vous n'avez pas le temps de préparer une telle lettre, vous pouvez vous servir de celle que la FCE a versée pour vous dans son site Web à www.ctf-fce.ca. Veuillez prendre quelques instants pour imprimer la lettre, la faire signer par vos élèves et l'envoyer par courrier à la députée ou au député.

Tenez-nous au courant des activités que vous menez dans le cadre de la Campagne. La FCE et Oxfam Canada se feront un plaisir de transmettre des histoires canadiennes à leurs partenaires de l'étranger. Veuillez vous inscrire au site suivant, http://www.ctf-fce.ca/fr/events/globalCampaign/default.htm, afin de partager avec nous vos commentaires par rapport à vos activités.

Nous avons participé au « Grand Lobby pour les enfants, par les enfants » pendant la Semaine mondiale d'action (ou aux alentours de celle-ci) tenue dans le cadre de la Campagne mondiale pour l'éducation.

- ❑ Envoi d'une lettre au député ou à la députée de notre région au profit de tous les enfants du monde, préconisant « l'éducation en tant que droit fondamental »
- ❑ Autre contact avec la députée ou le député provincial ou membre du Parlement par rapport à la Campagne
- ❑ Création de la « Carte des exclus de l'éducation » en classe
- ❑ Mise en oeuvre d'autres idées contenues dans la « trousse d'activités » de la Campagne mondiale
- ❑ Autre : . . . . . .

Nom : . . . . . .

École ou organisation : . . . . . .

Adresse ou courriel (facultatif) : . . . . . .

Grand Lobby — suite de la page 1

contrer les chefs politiques et leur demander pourquoi tant d'enfants sont privés d'instruction. Bon nombre d'écoles ont également invité des députés, députées et d'autres représentants élus à leur rendre visite ce jour-là.

En vue de la journée du Lobby national, beaucoup d'écoliers du tiers monde sont invités à créer une « Carte des exclus de l'éducation » et à la présenter à des hommes et des femmes politiques ainsi qu'à de hauts fonctionnaires. La carte indiquera les foyers où vivent des enfants qui ne vont pas à l'école. Les résultats pourraient être très différents des statistiques officielles sur l'effectif scolaire.

Dans le cadre de la Campagne mondiale pour l'éducation, on a également élaboré une trousse d'activités qui peut aider les élèves des écoles canadiennes à comprendre pourquoi des enfants dans des pays pauvres ne reçoivent pas d'éducation. Les enfants pourront aussi écrire à leur député ou députée pour lui demander d'intervenir en faveur de l'éducation universelle. Le Conseil d'administration de la Fédération canadienne des enseignantes et des enseignants, de concert avec Oxfam, a l'intention d'exercer des pressions sur votre gouvernement au nom des enfants du monde le 20 avril prochain. Et vous, que ferez-vous?

Pour obtenir la trousse d'activités de la Campagne mondiale et d'autres renseignements sur les activités parrainées par la FCE pour le 20 avril, consultez la rubrique Événements dans le site Web de la FCE au www.ctf-fce.ca.

Pour en savoir davantage sur la Campagne mondiale pour l'éducation, veuillez consulter le site http://www.campaignforeducation.org.

La situation des enfants dans le monde en 2004

L'éducation des filles : élément clé du développement

Selon Carol Bellamy, directrice générale de l'UNICEF, « nous n'avons aucune chance de véritablement diminuer la pauvreté et la mortalité infantile ou de vaincre le VIH/sida et d'autres maladies si nous ne garantissons pas à tous les enfants, garçons et filles, le droit à une éducation de base. Dans la vie de tous les jours, l'instruction fait toute la différence. »

Chaque année, en décembre, paraît la prestigieuse publication de l'UNICEF, *La situation des enfants dans le monde*. Le rapport de 2004 présente l'éducation des filles comme la clé du développement mondial.

Si nous espérons réaliser l'objectif mondial de réduire la pauvreté de 50 p. 100 d'ici 2015, il est essentiel que nous nous attaquions au problème de la discrimination sexuelle qui sévit dans les écoles. Actuellement, chaque année, au moins neuf millions plus de filles que de garçons ne fréquentent pas l'école.

Le rapport de l'UNICEF constate que les filles qui sont privées d'éducation risquent davantage d'être victimes de pauvreté, de faim, de violence, de mauvais traitements, d'exploitation et de traite. Elles sont également plus susceptibles de mourir en donnant naissance et de contracter des maladies, dont le VIH/sida. Il a été prouvé qu'une fille instruite est mieux équipée pour s'occuper de ses enfants et de sa famille une fois parvenue à l'âge adulte.

Voici quelques obstacles à la scolarisation des filles : les écoles sont trop loin de leur domicile, sont privées d'eau potable et de toilettes séparées et la violence est omniprésente dans la cour d'école et ses environs.

Certaines organisations de l'enseignement ont assumé un rôle de chef de file à l'égard de l'éducation des filles dans leur pays — une initiative qui a porté des fruits.

La FCE est heureuse d'être associée à un projet d'origine ougandaise qui vise à surmonter les obstacles que rencontrent les filles dans ce pays d'Afrique orientale. La Ugandan National Teachers' Union (UNATU) a pris l'initiative de réunir des personnes représentant les secteurs tant gouvernemental que non gouvernemental afin de coordonner les différentes recherches et activités en cours. Non seulement cette initiative a accru l'efficacité des efforts, mais elle a révélé des lacunes en ce qui a trait au rôle des membres de la profession enseignante.

L'UNATU a fait appel à la FCE pour qu'elle l'aide à élaborer des ateliers de formation destinés aux enseignantes et enseignants de niveau supérieur. Elle avait constaté qu'il arrive souvent que le personnel enseignant chef passe outre aux étapes visant à améliorer la persévérance scolaire des filles, ou à protéger celles-ci contre la violence physique et l'abus sexuel. Il ne comprend pas bien la situation ou est mal préparé, et n'agit pas dans l'intérêt véritable des filles dans les classes et les écoles.

Trois membres de la profession venus de Terre-Neuve, du Nouveau-Brunswick et de l'Île-du-Prince-Édouard ont prêté main-forte à leurs homologues en leur faisant découvrir des outils et des techniques propres à appuyer et à encourager concrètement les filles.

Vous pouvez lire ce rapport à www.unicef.org.

Votre rôle : enseignement ou collecte de fond$?

- Le recours au financement privé transforme la nature des école$ publiques.
- Les conseils et commissions scolaires sont à la recherche de nouveaux revenu$.
- Le personnel enseignant investit en moyenne près de 600 $ par année pour l'achat de livres et de matériel.
- Les collectes de fond$ réalisées par les parents rapportent entre 500 $ et 600 000 $ par année, somme$ qui servent à financer des sorties, des activités sportives, du matériel d'art et de musique, des logiciels et même des livres de bibliothèque.
- Les méthodes de collecte de fond$ utilisées par les écoles vont de la vente d'espace publicitaire sur le toit des écoles aux incessantes ventes de pâtisseries.
- Les entreprises se livrent concurrence pour faire entrer leurs distributrices dans les écoles et obtenir des contrat$ de commandite.
- Des lignes directrices socialement acceptables concernant les contribution$ deviennent monnaie courante, mais les secteurs défavorisés ne peuvent en espérer autant.
- Lier la qualité de l'éducation à la capacité d'obtenir des fond$ du secteur privé creuse le fossé qui existe entre les écoles et dévalorise les services offerts à de nombreux élèves.
- Les écoles deviennent des outils de promotion d'intérêt$ privés, tandis que les gouvernements se délestent de leur responsabilité d'assurer des ressource$ de qualité pour une éducation de qualité.

Dans les pays en voie de développement, ce sont les enfants qui en font les frai$ ...

- Ils n'ont pas les moyens de payer les droits de scolarité de base.
- Les filles doivent souvent s'occuper de leur famille, surtout lorsque les adultes sont emportés par le sida.
- Puisque leur famille dépend du revenu de leur travail, les enfants se retrouvent dans la rue, dans des usines ou dans des commerces illicites.

Unissez vos voix à celles des enseignantes et enseignants qui oeuvrent en faveur d'un accès équitable et universel à une éducation de qualité financée par l'État.

Doit mieux faire

l'enseignement planétaire

Pour la moitié de la population du monde qui doit survivre avec 2 $ par jour ou moins, l'éducation est devenue un privilège hors de prix. Il était donc très rassurant d'apprendre, en 2000, que les chefs des 22 pays les plus riches s'engageaient à offrir les fonds nécessaires pour que chaque enfant puisse aller à l'école. En novembre 2003, la CME a décidé de donner à ces pays un rapport sur les progrès réalisés vers l'atteinte de cet objectif au cours des quatre dernières années. Le classement des pays était fonction des critères suivants :

- atteinte de l'objectif d'aide reconnu au niveau international
- attention portée aux pays les plus pauvres
- aide inconditionnelle.

Voici quelques-uns de ces pays et leur classement :

Pays	Note	Rang
Pays-Bas	A	1er
Norvège	B	2e
Suède	B	2e
Luxembourg	C	7e
Canada	C	7e
Danemark	C	7e
France	C	9e
États-Unis	F	20e

Mettez à l'épreuve votre connaissance de la politique de l'aide internationale en répondant à ce mini-test.

1. Seuls cinq pays (le Danemark, le Luxembourg, les Pays-Bas, la Norvège et la Suède) atteignent l'objectif d'aide reconnu au niveau international. Ce n'est pas le cas du Canada, qui donne 0,28 p. 100 de son PIB aux pays en voie de développement. D'après les Nations Unies, quel pourcentage de leur PIB les pays riches doivent-ils donner pour faire échec à la pauvreté, à l'analphabétisme et aux problèmes de santé sur la planète?

   a) 0,3% b) 0,5% c) 0,7%

2. L'aide conditionnelle signifie normalement que le pays donateur exige qu'en échange des fonds accordés, le pays destinataire utilise des produits et du personnel du pays donateur. C'est parce que l'aide conditionnelle sert leur propre intérêt que les pays riches y ont recours. La Suisse, la Norvège et l'Irlande ont obtenu le meilleur classement parce qu'ils n'imposent aucune restriction sur la façon dont les fonds doivent être utilisés. Quels sont les deux pays qui occupent le dernier rang à ce chapitre parce qu'ils offrent seulement de l'aide conditionnelle?

   a) le Japon b) l'Italie c) les États-Unis d) la Nouvelle-Zélande

Dans son rapport intitulé *Doit mieux faire*, la CME fait observer que si quelques pays comme les Pays-Bas se distinguent, on constate chez la plupart un écart ahurissant entre les promesses et les réalisations.

La conclusion : Chacun doit faire beaucoup mieux!

---

*La Fédération canadienne des enseignantes et des enseignants et Oxfam sont membres de la CME. Pour consulter ce rapport, veuillez vous rendre à http://www.oxfam.org/fr/pdf/1992_French_School_Report.pdf

Réponses : 1) c 2) c et d

Étude de cas relative à une tenue de sport

Chaque vêtement de sport que nous revêtons pour faire du jogging ou nous entraîner au gymnase a une histoire. C'est l'histoire d'une travailleuse ou d'un travailleur qui se trouve au bout de la chaîne de production et est obligé de travailler de longues heures avec un maigre salaire, et ne bénéficiant d'aucun droit, à cause de la façon dont les multinationales du sport font des affaires.

Voici une histoire composite. Chacune des histoires qu'elle contient est basée sur des entrevues menées auprès des travailleurs et travailleuses d'usine.

Casquette — fabriquée en Chine

Une femme qui travaille dans une usine produisant des casquettes de sport n'a pas le droit de quitter le travail ni de prendre un congé lorsqu'un membre de sa famille ou elle-même est malade. Si elle quitte l'usine, elle perdra un mois d'« arrérages de salaires ».

Maillot de sport — fabriqué en Indonésie

Une femme qui travaille dans une usine produisant des maillots de sport est une travailleuse temporaire. Son patron peut la déclarer excédentaire lorsque les affaires ralentissent et la réembaucher lorsqu'elles reprennent. Comme cette femme est contractuelle, son revenu est en fonction de l'atteinte d'un objectif quotidien.

Bas de survêtement — fabriqué au Cambodge

En travaillant des heures supplémentaires, une femme réussit à gagner un revenu de seulement 2 $ par jour. Elle a du mal à vivre avec son maigre salaire.

Chaussettes — fabriquées en Indonésie

Un homme qui travaille dans une usine produisant des chaussettes de sport n'a pas le droit de monter à bord de l'autobus réservé aux travailleurs et travailleuses parce qu'il travaille activement dans le syndicat.

Chaussures de sport — fabriquées en Chine

Un homme qui travaille dans une usine produisant des chaussures de sport habite dans un logement d'usine. Cent travailleurs et travailleuses se partagent six ou sept robinets seulement pour laver leurs vêtements ou prendre une douche.

Jouez le jeu pour les JO

Jouez le jeu pour les JO: Respectez les droits des travailleurs

Le 4 mars 2004, le réseau Clean Clothes Campaign, le groupement Global Unions et Oxfam International ont lancé une nouvelle campagne internationale : Jouez le jeu pour les JO. Celle-ci exige du Comité olympique, le CIO et des sociétés d'articles de sport, qu'elles jouent franc jeu.

PLAY FAIR AT THE OLYMPICS

Partout dans le monde, les grandes marques d'articles de sport violent les droits de millions de travailleurs afin d'approvisionner leurs magasins à temps pour les Jeux Olympiques d'Athènes.

Pour de plus amples informations, visitez le site Web www.fairolympics.org.